

Zeitschrift: Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft
= revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera
d'etnologia

Herausgeber: Schweizerische Ethnologische Gesellschaft

Band: 1 (1996)

Artikel: Ethnologie et travail de coopération : un éclairage et une mise en
perspective

Autor: Zwahlen, Anne

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1007148>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Ethnologie et travail de coopération

Un éclairage et une mise en perspective

Anne Zwahlen

Après six ans d'Afrique, une formation en ethnologie

C'est autour de la quarantaine seulement que je fis des études d'ethnologie à l'Université de Neuchâtel, au retour d'un séjour de quelques années en Afrique. Auparavant, j'avais enseigné l'histoire et le français ainsi qu'un peu d'allemand à des adolescents suisses et, lors de mes séjours à l'étranger, à de jeunes adultes algériens puis nigériens. Je ne pensais pas, en abordant l'ethnologie, abandonner mon métier d'enseignante, que j'avais toujours exercé avec immensément de plaisir et d'intérêt; je désirais simplement approfondir, grâce à l'éclairage ethnologique, toute une série d'interrogations et d'intuitions nées au cours de mes années africaines. A ce questionnement, ma formation d'historienne ainsi que mon expérience du débat politique tiers-mondiste ne parvenaient pas à répondre de manière totalement satisfaisante.

En réalité, je n'ai pas repris mon activité d'enseignante. Les circonstances de la vie et des rencontres m'amènent à travailler toujours plus dans le domaine de la coopération et du développement et à m'interroger sur le rôle que peut y jouer l'ethnologie.

J'évoquerai donc ici ma vie professionnelle actuelle et quelques aspects de mon expérience d'enseignement en Afrique, des aspects qui furent certainement décisifs dans ma décision de me tourner vers l'ethnologie et de m'adresser à elle comme à une véritable interlocutrice.

Un éclairage ethnologique rétrospectif sur les années africaines

L'Algérie

J'ai eu la chance de travailler et de vivre en Algérie dans la première moitié des années 70. L'euphorie, pleine d'illusions, des

premières années d'indépendance se faisait encore sentir même si on percevait déjà de nombreux signes de désenchantement. La ville d'Alger était alors l'un des hauts lieux du discours de la décolonisation avec la présence en ses murs des bureaux de mouvements de libération des pays non encore indépendants d'Afrique australe et avec la tenue à cette époque d'un Congrès des Pays Non-Alignés. Sur le plan national, la pensée politique dominante s'alimentait de l'histoire récente (la guerre de libération nationale, présentée comme l'effort unanime de toute une nation) ainsi que d'une foi en un progrès basé sur une industrialisation rapide, propre à soutenir des efforts sociaux massifs. Les médias diffusaient des messages quelque peu incantatoires sur la solidarité internationale entre pays du Sud et sur le développement national. Toutefois, malgré les débats vifs et passionnants qui marquaient alors la vie de la capitale, il y avait comme un trop-plein d'une histoire immédiate insuffisamment critique, comme une saturation de discours stéréotypés. Cela rendait difficile la compréhension de la société algérienne et des multiples tensions et contradictions qui l'imprégnaient profondément. Ainsi, par exemple, dans le débat général sur la décolonisation, on avait l'impression que certaines théories, assez banalisées, gommaient volontairement les différences culturelles et sociales des pays concernés, comme si cela avait pu bloquer ou menacer l'émergence de nouvelles jeunes nations¹. Et sur le plan interne, la censure était vive contre les voix critiques dénonçant le monopole d'un parti unique, mettant en évidence les clivages sociaux (tensions entre régions ou entre clans, tensions hommes/femmes, arabes/berbères, religieux/laïcs, villes/campagnes, etc...).

C'est par la littérature algérienne d'abord, puis grâce à des relations d'amitié et de confiance que le jeune professeur d'histoire que j'étais alors put pénétrer plus en profondeur la société qui l'accueillait. La problématique masculin/féminin, le rapport au terroir, à l'histoire, à la culture et à l'imaginaire me devinrent infiniment plus compréhensibles. Et c'est en prenant comme

textes d'étude des poèmes berbères recueillis par Marguerite et Taos Amrouche que j'apprivoisai, sans l'avoir prévu, les terribles bandes (et quelquefois gangs) de jeunes hommes qui peuplaient les classes turbulentes et surchargées du lycée où j'enseignais, situé dans les quartiers les plus défavorisés et les plus explosifs de la ville.

Par rapport à l'expérience algérienne, l'ethnologie m'apprit, quelques années plus tard, l'importance de structures culturelles et sociales, profondes et anciennes. Des structures qui certes se transforment et se réinterprètent toujours au gré des époques et des circonstances, mais des structures qui perdurent, même altérées, et qui marquent, qu'on le veuille ou non, tout changement. Au 14^e siècle, Ibn Khaldoun, l'un des ancêtres fondateurs de la sociologie et de l'ethnologie, a fait des relations de pouvoir au Maghreb une lecture qui offre toujours des clés intéressantes pour la compréhension du présent. Les études de Germaine Tillion et de Pierre Bourdieu sur le rapport masculin-féminin montrent à quel point l'histoire, l'espace urbain et rural, les relations en général sont fondamentalement sexués. Et ce n'est pas un hasard si, actuellement, dans une Algérie marquée par des changements violents et mal maîtrisés, les femmes se retrouvent tragiquement au premier plan de la scène politique.

Le Niger

Au Niger, au début des années 80, mon expérience fut très sensiblement différente, presque inverse. Dans ce pays, les différences culturelles, ethniques et sociales sont immédiatement perceptibles malgré la présence forte dans les médias d'un discours nationaliste. Mais on s'affirme d'abord Zarma, Haoussa, Touareg...

A l'époque où je vivais dans ce pays, j'étais frappée par le discours de certains notables, intellectuels, hommes de pouvoir qui utilisaient fréquemment des expressions comme «notre culture africaine» ou «nos traditions», en parlant de leur parenté, de leur groupe, de leur village d'origine et en les

¹ Ainsi pour un leader comme Amilcar Cabral, la colonisation avait cela de bon qu'elle permettait aux pays africains d'unifier leurs cultures et leurs langues – de véritables mosaïques – qui étaient, selon lui, comme des freins à la solidarité nationale et internationale.

présentant comme des ensembles consensuels et équilibrés. Parallèlement, le passé était fortement idéalisé comme celui d'une Afrique de l'entraide, de la palabre et d'un temps cyclique assurant «l'éternel retour» des choses et des hommes. S'agissait-il là de réflexes «d'aînés» jaloux de préserver leur pouvoir et leurs prérogatives, d'une mise en scène complaisante vis-à-vis de l'extérieur, d'un moyen commode pour des fonctionnaires d'administrer le village? Ce sont là des hypothèses que j'eus l'occasion d'approfondir plus tard. Mais sur le moment, je pouvais constater, comme n'importe quel observateur, que le village africain, aussi calme, paisible et immuable puisse-t-il paraître, était un lieu hétérogène traversé par des tensions et des clivages multiples.

Et le professeur d'histoire beaucoup plus expérimenté que j'étais devenu tirait grand profit des écrits d'excellents historiens nigériens qui, tout en relevant les permanences des communautés sahéliennes, les montraient aussi marquées depuis des siècles par des guerres et de violents mouvements migratoires, soumises bien avant la période coloniale à de forts processus de transformation religieuse, sociale et politique.

Mes élèves, de jeunes adultes, étaient avides d'approfondir une vision dynamique et complexe de leur propre passé. Et comme je leur enseignais également la littérature africaine, j'étais curieuse de voir à quel point ils étaient presque viscéralement allergiques à la notion de négritude élaborée par Senghor: une vision culturelle très essentialiste assimilant le «nègre» à l'émotion, la danse et la poésie. Mais, à l'opposé, ils se montraient complètement fascinés par la «négritude de combat», réclamée avec force par un Césaire. Une identité toujours interrogée, à la fois lucide et exaltée, rationnelle et poétique, conquise dans le sang et les pleurs, dans le rire et l'ivresse. Les préférences de mes élèves allaient très clairement aux textes mettant en évidence les déchirures et les tensions sociales, les dissidences et les déséquilibres (réflexes, révoltes de «cadets»?).

Ce qui manquait au Niger, ce n'était pas tant l'affirmation de l'importance de la culture en tant que telle qu'une vision criti-

que de celle-ci, distante d'une seule mise en scène folklorique et figée. Ce qui faisait également cruellement défaut, c'était un débat sur le politique, sur les relations de pouvoir: entre régions, entre groupes sociaux et ethniques, entre nomades et sédentaires en particulier.

De retour du Niger, lorsque j'abordai les études d'ethnologie, je fus très sensible aux approches dynamiques des cultures africaines, initiées en grande partie par Georges Balandier. La lecture du livre de Jean-Loup Amselle *Logiques métisses* me confirma dans l'intuition que les identités culturelles et sociales sont soumises à des processus de renégociations (voire de bricolages) permanents. Contrairement à ce que laisse entendre une perspective trop culturaliste, les sociétés sont beaucoup plus souples et flexibles, plus ouvertes aux changements et aux transformations qu'on ne voudrait le croire. Mais comme le souligne Marie-Dominique Perrot, il ne faudrait pas, en soulignant le côté labile des cultures, verser dans un excès d'historicisme qui, à son tour, ne permet plus de comprendre, au niveau des individus, les phénomènes forts d'appartenance et d'identité culturelle. Et c'est cette dialectique entre permanence et changement qui est véritablement passionnante.

Une responsabilité au sein du programme «Pour un développement équilibré hommes- femmes»² à la Direction pour le Développement et la Coopération

Une partie de mon mandat actuel est de promouvoir dans l'institution et au sein de ses différents programmes une meilleure prise en compte des femmes et surtout des relations sociales hommes-femmes telles

² Titre officiel de la politique transversale signée par la direction de la DDC en 1993.

qu'elles se traduisent, diversement, dans les sociétés. Et ceci, pour favoriser plus de justice sociale.

Le thème Femmes et développement, un bref état des lieux

Dès les années 70, l'appel pour une meilleure intégration des femmes au développement se fait entendre de manière persistante. Du côté des agences, on accorde peu à peu beaucoup plus d'attention au rôle économique des femmes, à la place importante qu'elles occupent dans la production, formelle ou informelle. On cesse de ne voir en elles que les bénéficiaires passives de programmes de nutrition ou de santé maternelle et infantile. Cette prise de conscience s'opère au moment où l'on constate que la seule modernisation technique et économique ne profite qu'à certains segments de la société et n'a pas les larges retombées sociales escomptées. Dans la décade 70-80, le thème de la satisfaction des besoins fondamentaux et de la lutte contre la pauvreté s'installe avec force dans le discours du développement et, dans ce contexte, les femmes sont considérées comme des actrices importantes. On leur destine de nombreux «petits projets» pour soutenir leurs activités productives. Depuis quelques années, avec les politiques de restructuration économique et d'ajustement structurel, on prend toujours plus conscience de l'apport essentiel qu'elles peuvent fournir à leur famille et à leur communauté. Elles ont un rôle décisif à jouer d'une part pour «amortir» l'impact social négatif des nouvelles politiques de rigueur et d'austérité et d'autre part pour en assurer la réussite. Les programmes tiennent beaucoup plus compte qu'auparavant de la répartition sexuelle des tâches et des responsabilités et s'efforcent de s'adresser aux acteurs et aux actrices les plus adéquats.

Cette plus grande intégration des femmes au développement a suscité de nombreuses critiques ou du moins des réserves, spécialement de la part de femmes du Sud. Elles relèvent que les responsabilités et les

charges de travail des femmes pauvres n'ont fait qu'augmenter mais que leur statut n'en a pas été amélioré pour autant. Le souci d'efficacité économique a peut-être prévalu sur celui de la justice sociale même si l'on a pu penser, sans mauvaise foi forcément, que l'un entraînerait l'autre. Selon ces voix critiques, il est urgent et essentiel que la prise en compte des relations sociales de genre, que l'on essaie toujours plus de promouvoir au sein des agences, ne mette pas seulement en évidence la répartition sexuelle du travail (pour rendre les actions plus efficaces) mais également les problèmes de hiérarchie et de pouvoir.

Nombreux et toujours plus foisonnants sont, dans mon domaine de travail, les ouvrages, les documents et les statistiques qui montrent à quel point les inégalités hommes-femmes sont fortes, partout dans le monde, et combien elles ont tendance à s'élargir dans le contexte économique défavorable qui est le nôtre aujourd'hui. Les femmes formeraient actuellement plus de 70% de la population la plus pauvre.

Ce sont là des constats et des chiffres qui devraient en principe largement suffire à fonder et légitimer mon thème de travail, à en montrer la pertinence et à accélérer la recherche de solutions.

Dans les politiques des agences de coopération, on souligne à fort juste titre qu'il faut analyser les causes et les structures qui sont à la base de ces injustices. On relève l'importance de la répartition sociale et sexuelle du travail qui laisse aux femmes la plus grande partie du travail reproductif et domestique, encore très largement sous-évalué sur le plan économique (voire invisible) et mal reconnu sur le plan social. Dans l'optique de la réduction de la pauvreté, on s'efforce de favoriser, chez les femmes, un meilleur accès aux ressources les plus déterminantes comme la terre, la formation, le crédit... Et l'on cherche par des solutions de type technique à alléger leur travail domestique afin de les rendre plus aptes à répondre aux mesures d'incitation économique. Mais il est très rare que l'on aille jusqu'au cœur du problème qui est celui des fondements mêmes des sociétés et de la constitution des relations de pouvoir.

L'anthropologie des sexes, un apport fondamental mais encore trop ignoré dans le domaine du développement

Cette partie de la discipline joue pour moi un rôle essentiel et indispensable. Elle me permet, en ce qui concerne les relations hommes-femmes, de dépasser la simple description des phénomènes et, au-delà des causes manifestes et visibles si bien mises en évidence dans l'abondante littérature à laquelle j'ai fait allusion, de mieux saisir les causes profondes inscrites dans l'origine des sociétés et marquant de manière diverse leur organisation matérielle et symbolique.

Beaucoup d'auteurs, dans le domaine ethnologique, ont montré que cette variable hommes-femmes/masculin-féminin est véritablement constitutive du social.

Claude Lévi-Strauss avait vu dans la répartition sexuelle du travail, la prohibition de l'inceste et l'exigence d'une forme reconstruite de l'union entre les sexes les trois piliers fondateurs de la famille et du social. Françoise Héritier y ajoute un quatrième élément, pour elle tout aussi fondamental: la «valeur différentielle des sexes», c'est-à-dire l'inégalité entre les sexes, le rapport hiérarchique entre le masculin (sur-valorisé) et le féminin (sous-valorisé et subordonné). Et ce qui fonde cette inégalité, c'est le contrôle social de la fécondité des femmes ainsi que la division sexuelle du travail. Pour Françoise Héritier (1996: 20), la différence masculin/féminin est le *butoir ultime* de toute pensée, sur lequel se fonde l'opposition conceptuelle essentielle entre le même et le différent et où vient se greffer tout le travail symbolique de l'esprit humain.

Pierre Bourdieu (1990: 6) considère le rapport masculin/féminin «comme un principe universel de vision et division, comme un système de catégories de perception, de pensée et d'action». Et c'est cela qui nous fait considérer le monde, ses divisions sociale-

ment construites et en premier lieu la relation inégale entre le masculin et le féminin comme naturels et immuables. Le fait que cette relation féminin/masculin puisse se fonder dans le biologique et la nature rend dans ce cas particulièrement difficile de «dévoiler» le monde et de le montrer comme aléatoire, arbitraire, construit.

Dans un texte magnifique et lumineux, *Hommes et femmes ou la moitié dangereuse*, publié en 1974 déjà, Georges Balandier rappelle que la première différence dont on prend conscience est celle marquée par le sexe. C'est à partir de là que se forment et se conçoivent les rapports sociaux et que s'ancrent les rapports d'inégalité (Balandier 1985: 31-84).

C'est ce regard éloigné de l'ethnologie, à la fois sur le plan spatial et temporel, qui permet d'éclairer les sociétés de l'intérieur, du plus profond d'elles-mêmes. C'est cela qui me passionne véritablement et donne sens à mon travail.

La conviction profonde que ce thème masculin-féminin est l'un des facteurs les plus explicatifs du social me procure la force et l'enthousiasme nécessaires pour en parler sereinement avec des collègues sceptiques ou carrément hostiles, du Nord et du Sud, qui ne voient pas pourquoi ce thème devrait faire partie intégrante d'une réflexion sur le développement.

Dans les cours de formation sur le thème *Développement hommes-femmes* dont j'assume une part de la responsabilité, il m'importe de montrer, pour les sociétés étudiées, l'ancrage essentiel du thème dans l'imaginaire et le symbolique ainsi que dans les couches très profondes de l'organisation sociale, économique et politique.

Ce faisant, on met en évidence encore mieux que par des études statistiques les déséquilibres et les inégalités; mais on prend également conscience de la difficulté de soutenir des changements qui soient à la fois rapides et permanents. Car on touche véritablement au socle du social et des relations de pouvoir. On ne peut donc qu'être modeste, prudent et attentif à ce qui passe sur le terrain.

Anthropologie des sexes et développement: un rapport indispensable mais parfois difficile

En touchant au cœur du social, on se retrouve au centre d'un paradoxe, voire d'une profonde contradiction entre l'ethnologie/anthropologie et le développement. La logique d'une agence de coopération est d'élaborer des programmes et des projets, de les planifier et de prévoir quels seront les résultats attendus dans les deux à trois prochaines années. Mondher Kilani (1994: 19) parle de deux ordres de discours qui s'excluent largement: «Dans sa relation à l'autre, l'anthropologue apprend à se dépendre de soi, c'est-à-dire de ses modèles d'action et de pensées habituels. Exiger une telle distanciation de la part du développeur, c'est aller à l'encontre même du principe du développement qui est orienté vers l'action et la prise de décision rapide dans un cadre pré-établi».

Le dialogue ou la confrontation entre ethnologie/anthropologie et développement peut être dur, parfois accusateur. Il n'en est pas moins utile et nécessaire. Je ne puis accepter, personnellement et dit de manière fort caricaturale, qu'il y ait d'un côté ceux qui pensent et de l'autre côté ceux qui agissent. Ainsi que le dit Jean-Pierre Olivier de Sardan (1995: 107) dans un ouvrage récent, la distinction entre connaissance et action est de type institutionnel. Elle n'est pas absolue: «(...) les règles du jeu qui régissent les chercheurs et celles qui régissent les opérateurs de développement ne sont évidemment pas les mêmes. En revanche rien n'empêche qu'un même individu puisse occuper alternativement, ou même simultanément, une position dans chaque système, même si ce n'est jamais sans difficulté».

Et c'est bien un peu dans cette situation-là que je me sens. Je n'en nie ni les paradoxes, ni les contradictions, ni les difficultés. Au contraire, cela accompagne mon travail,

l'éclaire et l'interroge constamment. L'ethnologie me force à la prudence et à la modestie quant aux résultats attendus. Par contre, les situations sociales dramatiques auxquelles je suis confrontée me poussent à prendre des décisions, à soutenir rapidement l'action des femmes et des hommes dans leur lutte pour la survie de leur communauté. Mais cela sans fausse naïveté et sans trop d'impatience. Et il importe de rester attentif aux dérives et à l'imprévisible. Voilà le dialogue, parfois chez la même personne, entre ethnologie et développement.

La prise en compte des relations sociales hommes-femmes et le problème de l'ingérence culturelle

C'est là une question importante qui se pose dans le cadre de mon travail. Elle est liée à une réflexion sur l'ethnocentrisme.

Il est vrai d'ailleurs que mettre les relations hommes-femmes à l'agenda des agences de coopération pose un certain nombre de problèmes. De quel droit, nous intervenants du Nord, allons-nous «exporter» des idées d'égalité ou de meilleure complémentarité entre les sexes, des idées que nous ne sommes même pas capables de mettre en pratique dans nos propres sociétés? De quel droit nous ingérer dans ce qui est au cœur des sociétés et dans ce qui fonde pour une grande part leur identité?

La difficulté est réelle. Pour ma part, je ne prétends pas promouvoir d'autres formes de relations entre les sexes, plus égalitaires, plus justes (et d'ailleurs lesquelles!). Mais il me paraît important de prendre en compte cette relation masculin/féminin pour mieux connaître les pays et les terrains sur lesquels on est amené à travailler. Cela peut éviter dans la conception des programmes des erreurs grossières, par exemple de destiner aux seuls hommes, comme ce fut fréquemment le cas en agriculture, des activités qui étaient normalement placées sous la responsabilité des femmes.

Cette compréhension plus fine et plus intime des terrains permet également de mieux percevoir les changements souvent rapides qui les traversent, en particulier en ce qui concerne cette relation entre les sexes (une vision purement ethnologique pourrait parfois sous-estimer la rapidité et peut-être aussi la profondeur des changements). De plus en plus, en Afrique et ailleurs dans le monde, des femmes se retrouvent seules à la tête d'une famille. Les mouvements migratoires des hommes, qui étaient dans certaines régions comme le Sahel de courte ou moyenne durée, tendent à se prolonger et parfois à être définitifs. Les femmes sont confrontées à des responsabilités vitales mais sans avoir toujours les moyens d'y répondre. Leur statut rend précaire l'usage qu'elles peuvent avoir des terres, leur interdit parfois d'être membres d'une coopérative et les empêche d'être considérées comme de vraies partenaires et interlocutrices. Il est essentiel que les choses changent. Il en va de la survie des sociétés.

Les femmes dans les villages expriment fortement, avec leurs propres mots, leurs difficultés et aspirent à de réelles modifications de vie et de statut. Dans les villes ou dans des milieux scolarisés, des associations de femmes demandent, dans un langage qui nous est plus familier, de réviser les codes du statut personnel dans un sens plus égalitaire, de ne pas oublier le rôle productif des femmes lors de l'élaboration de nouveaux codes ruraux ou de législations touchant au monde du travail.

Et le mieux que nous puissions faire, c'est d'être à l'écoute de ces changements, de les accompagner et de les soutenir, mais sans les imposer. Dans un domaine qui touche à la fois à l'organisation de la vie matérielle et quotidienne et au fondement du politique et du culturel, nul changement réel et acceptable ne pourra se faire qui ne soit négocié sous des formes très variées et inédites, et peu à peu intériorisé par de larges parts de la société. Diverses formes de fondamentalismes et de réactions crispées au changement sont là pour nous le rappeler.

L'aspect essentiellement dynamique des relations hommes- femmes: quel rôle par rapport au changement?

Georges Balandier, dans l'article cité plus haut, met magnifiquement en évidence l'ambivalence et l'ambiguïté profonde de la relation masculin/féminin qui lie tout en opposant. C'est une union tensionnelle, menacée de rupture à tout instant. «Par elle, dit Balandier (1985: 36), l'homme et ses œuvres ne peuvent exister que de manière problématique». Et j'ajouterais imprévisible. Primordialement, à l'origine du social, ce sont les femmes que les groupes humains ont échangées, non les hommes. Éléments les plus mobiles de la société, indispensables à la reproduction sociale, les femmes furent placées en des états de subordination plus ou moins marquée, mais qui toujours rece-laient des germes et des menaces d'insubordination. Ainsi, ce sont les femmes que l'imaginaire a mis du côté du désordre et du chaos, mais aussi du changement et de l'histoire. Balandier relève qu'en Afrique les théories sociales des sociétés les plus anciennes associaient les femmes aux temps futurs et aux lois nouvelles.

Il est intéressant, à la lumière de ces textes ethnologiques, de sonder un peu l'engouement actuel des grandes agences de coopération nationales ou internationales pour les femmes et pour leur contribution à la vie sociale. Ainsi, par exemple, une institution comme la Banque Mondiale va réorienter une part non négligeable de ses ressources vers des programmes assurant un meilleur accès des jeunes filles et des femmes à l'éducation et à la formation, ainsi qu'à d'autres ressources. Sont affirmés à la fois, et très officiellement, un souci de justice et d'égalité mais aussi la préoccupation d'un développement plus efficace et plus «durable». Dans une brochure récente, à

l'instar de bien des institutions, la Banque Mondiale (1995: 15) déclare: «L'égalité des sexes n'est pas simplement une question de justice sociale mais aussi une bonne chose pour l'économie. (...) Cette disparité [entre hommes et femmes] est un facteur d'inefficacité, freine la croissance et réduit le bien-être potentiel de la société. Les études montrent qu'il est rentable d'investir en faveur des femmes, mais il faut maintenant le prouver à ceux qui décident de l'affectation des ressources publiques.»

Qu'en sera-t-il pour les femmes du Sud? Leur sera-t-il possible de profiter de ces nouvelles opportunités pour aller de l'avant, pour se mettre du côté de l'histoire et des lois à venir, pour marquer de nouvelles orientations? Ou seront-elles prisonnières d'une vision utilitariste du développement et instrumentalisées sur l'autel de l'efficacité? Et comment, plus généralement, les sociétés vont-elles à la fois modifier et conserver leur identité?

Le changement n'est ni programmable ni prévisible car le social est trop complexe. Il s'ouvre ici, comme dans d'autres domaines, un champ d'observation et d'analyse passionnant. Et l'anthropologie des relations entre les sexes pourrait et devrait y jouer un rôle déterminant.

En guise de conclusion

Mon vœu ne va pas vers une anthropologie appliquée, au service du développement, dont la seule mission serait de mieux baliser, par une meilleure connaissance du terrain, l'élaboration et la mise en application de programmes et de projets plus adaptés. Mais il va vers une anthropologie plus globale, analysant aussi bien les gens du terrain que ceux qui y interviennent. Cette ethnologie/anthropologie devrait être attentive aux stratégies mises en œuvre par le terrain pour renégocier et réorienter à sa façon les projets qui lui sont destinés; elle devrait être capable également de dévoiler les intentions explicites ou implicites des

intervenants extérieurs et les présupposés des discours et des politiques de coopération sur lesquels se fonde leur action.

Le dialogue entre ethnologie/anthropologie et développement n'est pas vierge de sentiments de peur, de rejet, de condescendance, d'envie... Et pourtant il pourrait, dans un esprit à la fois lucide et dénué de naïveté, déboucher sur une double mise en perspective critique, sur des échanges fertiles et utiles pour les deux domaines.



Bibliographie

- AMSELLE Jean-Loup
1990. *Logiques métisses: anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*. Paris: Payot.
- BALANDIER Georges
1957. *Afrique ambiguë*. Paris: Plon.
1985. *Anthropo-logiques*. Paris: Librairie générale française.
- BANQUE MONDIALE
1995. *Vers l'égalité des sexes: le rôle des politiques nationales. Aperçu général*. Washington D.C.
- BISILLIAT Jeanne (sous la direction de)
1992. *Relations de genre et développement: Femmes et sociétés*. Paris: ORSTOM.
- BOSERUP Esther
1983. *La femme face au développement économique*. Paris: Presses universitaires de France.
- BOURDIEU Pierre
1972. *Esquisse d'une théorie de la pratique, précédée de trois études d'ethnologie kabyle*. Genève: Droz.
1990. «La domination masculine». *Actes de la recherche en sciences sociales* (Paris) 84(2): 2-31
- HERITIER Françoise
1996. *Masculin/Féminin: la pensée de la différence*. Paris: Odile Jacob.
- HURTIG Marie-Claude, KAIL Michèle, ROUCH Hélène (éds)
1991. *Sexe et genre: de la hiérarchie entre les sexes*. Paris: CNRS.
- KABEER Naila
1994. *Reversed realities*. Londres, New York: Verso.
- KILANI Mondher
1994. «Anthropologie du développement ou développement de l'anthropologie? Quelques réflexions critiques». in: Gilbert RIST (dir.), *La culture, otage du développement?*, p. 15-29. Paris: l'Harmattan/EADI.
- LAQUEUR Thomas
1992. *La fabrique du sexe: essai sur le corps et le genre en Occident*. Paris: Gallimard.
- LEVI-STRAUSS Claude
1952. *Les structures élémentaires de la parenté*. Paris: Presses universitaires de France.
- MATHIEU Nicole-Claude
1991. *L'anatomie politique: catégorisation et idéologies du sexe*. Paris: Côté femmes.
- MEILLASSOUX Claude
1982. *Femmes, greniers et capitaux*. Paris: Maspéro.
- MOSER Caroline
1990. «Gender planning in the Third World: meeting practical and strategic gender needs». *World development* (New York) 17(11):1799-1825.
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre
1995. *Anthropologie et développement: essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris: Karthala.
- PERROT Marie-Dominique
1994. «A propos du culturalisme: du super-flou au superflu?», in: Gilbert RIST (dir.), *La culture, otage du développement?*, p. 31-48. Paris: l'Harmattan/EADI.
- SCOTT Joan
1988. «Genre: une catégorie utile d'analyse historique». *Les cahiers du GRIF* (Tierce) 37-38: 125-149.
- TILLION Germaine
1966. *Le harem et les cousins*. Paris: Seuil.

Abstract

In the first part of this article, the author reviews her many years of field experience in Africa and the questions which this experience provoked, questions which led her to undergo training in ethnology. Part two surveys the state of the field in *women and development*, focusing on the use of the anthropology of gender in development studies and on the troubled relation between the two fields.

Auteur

Anne Zwahlen, née en 1948. Reçoit en 1972 le titre de licenciée en Lettres de l'Université de Lausanne (français, histoire, allemand). Enseigne pendant une quinzaine d'années dont six en Afrique. En 1989, obtient un Certificat d'études supérieures en ethnologie à l'Université de Neuchâtel. Travaille comme consultante dans le domaine de la coopération au développement ainsi que dans le domaine de la Santé Publique. Est depuis 1994 l'une des responsables de la politique *Développement équilibré hommes-femmes* à la Direction pour le Développement et la Coopération, Département Fédéral des Affaires Etrangères.
Adresse: Chênaie 29a, CH - 2034 Peseux